



Depuis l'annonce par le Président Sarkozy en septembre 2008 de la création d'une commission sur l'avenir de la poste, les choses se précisent. En décembre 2008 déjà, bien loin des promesses, le rapport Ailleret écartait toute autre solution en s'orientant vers la transformation du service public postal en Société Anonyme. En décembre dernier, le président de la République tranchait pour l'avenir en avançant sur la voie de la privatisation : « Ce sont les règles européennes, c'est pas moi qui les ai négociées, c'est ainsi » (18 décembre en visite dans les Vosges).

Ce n'est pas lui qui a finalisé le traité de Lisbonne. Ce n'est pas non plus sous sa présidence que la France les 1er et 2 octobre 2007 en Conseil Européen a conclu et accepté l'accord politique qui conduit à la libéralisation du marché postal. Et à la directive en ce sens du 8 novembre, pas lui non plus !!!

Dès les premières annonces, un élan unitaire a caractérisé l'action et les mobilisations des syndicats, des partis de Gauche et des associations d'usagers partout en France, pour la défense du service public postal et le maintien de la Poste de proximité dans les quartiers populaires et dans les villages. Puisque le président et le gouvernement répondent par le silence à la demande de consultation exprimée par les Français, le comité national contre la privatisation de la poste, auquel participe mon parti (PG), propose l'organisation d'un Référendum.

Au travers de ses militants et ses élus, le parti de Gauche s'est engagé dans cette bataille. Sur le terrain nous nous investissons contre les baisses d'effectifs, les diminutions d'amplitude horaire d'ouverture des guichets et les fermetures de bureaux de poste. Notre attachement au tarif unique du timbre, à l'accessibilité à un pôle public de services financiers, à la distribution de la presse et à l'aménagement du territoire guidé par l'intérêt général et non la rentabilité nous donne mandat pour agir. L'offensive du conseil des ministres menée cet été l'exige.

Une fois encore, c'est en plein été que le gouvernement a confirmé ses intentions. La nouvelle société anonyme, donc de droit privé, aurait un « capital 100 % public », dicit le ministre Christian Estrosi. Dans le même temps ce changement de statut doit s'accompagner d'une recapitalisation à hauteur de 2,7 milliards d'euros « dans le but de moderniser l'entreprise » à l'approche de l'échéance de la libéralisation totale du marché du courrier. Ou M. Estrosi ment ou il ne sait pas compter. L'exemple passé de France Télécom n'est pas là pour nous rassurer quant à la réalité des garanties présentées par le gouvernement.

Le premier janvier prochain, La Poste ne serait donc plus établissement public pour être fin prête, au 1 janvier 2011, à affronter la « concurrence libre et non faussée ». Les 58 % de fonctionnaires aujourd'hui dans l'établissement seraient placés sous l'autorité du PDG du futur groupe La Poste. A France Télécom, semblable projet s'est traduit par le non remplacement de 4 départs à la retraite sur 5. En ce moment même, le gouvernement social-démocrate britannique, qui met en œuvre un projet similaire, ne remplace plus 1 départ sur 3 à la Royal mail. Même madame Thatcher n'avait pas osé !

En Suède, avec cette même évolution, ce sont 1 800 bureaux de poste qui ont fermé sur 2 200, entre 1993 et 2003, et le prix du timbre a augmenté 90 %. Malgré cela, la Poste suédoise a évité de peu la banqueroute en 2003. Il y a bien peu de raisons pour que ce qui est advenu en Grande-Bretagne ou en Suède ne se produise pas en France.

Les conséquences sont lourdes. Aussi, nous considérons que l'avenir de La Poste ne doit pas être décidé en catimini, dans l'ombre des couloirs de la Commission européenne qui pousse chaque jour, un peu plus, au démantèlement des services publics et à la libéralisation de tous les secteurs d'activité. La poste est à nous ! Il est temps que le peuple s'en mêle. La Poste appartient à la nation. C'est à la nation de décider de son avenir par une forte implication populaire et démocratique.

C'est pourquoi le Parti de Gauche lance une campagne de soutien à la votation citoyenne organisée samedi 3 octobre dans toutes les communes du pays par les acteurs locaux du comité national et les usagers. J'ai donc proposé un slogan sur ce thème au secrétariat national de mon parti dans l'esprit de la campagne lancée par le journaliste et militant Maurice Seveno à propos de la privatisation de TF1 : « La Télé est à nous ». Cette idée a été retenue.

Les élus du PG seront, dans leurs collectivités et mandats respectifs, pleinement engagés dans l'organisation de ce scrutin. Le Parti de Gauche participe à la mobilisation unitaire (www.appel.pourlaposte.fr

) et met aussi à disposition de tous un matériel militant : La poste est à nous ! Le 3 octobre votons (

[Tracts](#)

et affiches).

Parce que le Parti de Gauche est un parti de gouvernement, sur cette question comme sur celles du service public de l'énergie, du service public de l'eau ou la mise en place d'un pôle public bancaire, nous annonçons la couleur : Un gouvernement de gauche devra rétablir le service public postal.